

CAP Finistère

Municipales 2014
Pensez aux procurations !



Penn Ar Bed

L'hebdomadaire de la Fédération du Finistère du Parti Socialiste
habilité à publier les annonces légales et judiciaires - ISSN 1269-0791 - 0,50 euro

N° 1041

VENDREDI 21 MARS 2014

Dispensé de timbrage BREST CTC

L'enjeu du vote de dimanche

Alors qu'elles n'ont pas encore tiré le bilan de leurs échecs de 2012, l'UMP et l'UDI veulent faire des élections municipales un test politique national.

Faute d'idées, et peut-être même de convictions, la droite essaye de faire diversion, de dévoyer le débat démocratique, d'entraîner la campagne sur trois terrains»,

a expliqué le Premier secrétaire, Marc Coatanéa, le 23 février, à l'occasion du banquet républicain auquel a participé le président de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone, à Châteaulin.

D'abord, la sanction du pouvoir de gauche, c'est une vieille rengaine. La droite, à chaque fois que la gauche gouverne, instruit le procès en légitimité de la gauche au pouvoir.

Ensuite, la droite manipule la question des impôts : comment ose-t-elle, quand on sait qu'elle a doublé le montant total des niches fiscales en dix ans ? Qu'elle a créé 40 impôts nouveaux pour les Français, dans le dernier quinquennat, et qu'elle a, dans le même temps, supprimé l'impôt sur la fortune (ISF) pour les plus favorisés !

Enfin, la sécurité ou l'immigration. La porosité entre les idées de la droite et de l'extrême-droite grandit chaque jour. Ils cherchent à diviser le pays et alimentent un climat nauséabond de haine et d'intolérance.

Il faut le dire et le répéter : les équipes municipales de gauche ne mènent pas les mêmes politiques que celles de droite.

La ville citoyenne à l'écoute des habitants et de ses associations, ne sera pas la même demain, avec une équipe de gauche ou une équipe de droite.



Pour une gauche utile aux Finistériens

La ville fraternelle pour tous ses habitants ne sera pas la même demain, avec une équipe de gauche ou une équipe de droite.

La ville mobilisée pour l'emploi et les entreprises ne sera pas la même demain, avec une équipe de gauche ou une équipe de droite.

La ville solidaire qui soutient les services publics ne sera pas la même demain, avec une équipe de gauche ou une équipe de droite.

La ville ambitieuse pour la réussite de chaque enfant ne sera pas la même demain, avec une équipe de gauche ou une équipe de droite.

La ville dynamique des transports pour tous ne sera pas la même demain, avec une équipe de gauche ou une équipe de droite.

« Une commune de gauche, c'est la primauté du service public, des solidarités, du vivre ensemble, du développement de nos territoires, de l'engagement collectif et de la vie citoyenne. C'est l'ambition de porter des projets municipaux et intercommunaux utiles aux Finistériens », a rappelé le Premier secrétaire fédéral, Marc Coatanéa.

**CAP
FINISTÈRE**
26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER
DÉPOSÉ LE 20/03/2014



Aux urnes !

Il y aura, dimanche prochain, dans le Finistère, 283 élections municipales. L'enjeu de ces élections sera bien local. Il s'agira, pour les électeurs, de choisir l'équipe qui défend le programme correspondant le mieux à leurs attentes pour administrer nos communes.

Ce choix est important. Il engagera l'avenir de nos communes pour les six ans qui viennent. La gauche unie a depuis longtemps montré, dans les collectivités qu'elle dirige, qu'elle sait allier rigueur budgétaire, solidarité et projets ambitieux.

PS29

Chiffre de la semaine

80%

Plus de 80% des jeunes embauchés en emploi d'avenir bénéficient déjà d'un engagement de formation, de la part de leur employeur. Par cette mesure, voulue par le chef de l'État, 100 000 jeunes pourront entrer dans le monde du travail et bénéficier d'une formation.

Tournées vers l'avenir

Chaque liste socialiste aux Municipales élabore son propre projet, en fonction des réalités de la commune. Cependant, on peut dégager un point commun entre tous les projets défendus par les équipes, qu'elles soient majoritaires ou dans l'opposition : ils sont tous tournés vers l'avenir.



Développer le bio dans les cantines

La modération fiscale est l'élément qui revient le plus souvent en tête des priorités défendues par les listes de gauche. Alors que la droite, de manière doctrinaire, considère l'impôt en général comme un mal, les candidats socialistes savent que la défense du pouvoir d'achat des ménages passe par une limitation de la pression fiscale.

En outre, contrairement à l'idée que l'UMP tente de répandre, il n'y a pas, d'un côté, les municipalités socialistes qui augmentent les impôts, tandis que celles de droite gèreraient les communes « en bon pères de familles ». À Morlaix, sous

le mandat d'Agnès Le Brun, la part locale des impôts a augmenté de 41 %. « **La note est particulièrement salée pour les Morlaisiens** », dénonce Jean-Paul Vermot. À Landerneau, la liste menée par Pascal Inizan dénonce une augmentation de 18,34 % de la fiscalité locale, soit deux fois plus que l'inflation.

Pour les hausses de tarifs municipaux, à Châteaulin, « **la majorité a toujours fait le choix de faire supporter aux Châteaulinois la moitié de la hausse des coûts, y compris pour les personnes en plus grande précarité, alors que les finances de la ville permettaient, au moins sur la dernière année, de ne pas augmenter ces tarifs** », dénonce, de son côté, Jean-Paul Urien.

« Les listes de gauche veulent, avec les citoyens anticiper et préparer l'avenir. »

Préserver les marges de manœuvre financières des collectivités doit permettre, pour les listes de gauche, d'anticiper et d'engager des projets tournés vers l'avenir pour tous les habitants, dans le souci permanent du respect du développement durable.

Le numérique prend une place, de plus en plus importante, dans nos vies et peut contribuer à limiter toutes sortes de gaspillage. Pour peu que l'ensemble des citoyens puissent y avoir accès. Les municipalités peuvent choisir de laisser faire ou alors d'anticiper, d'encadrer et de mettre les nouvelles technologies à la portée du plus grand monde. C'est l'option choisie

par les listes socialistes qui font toutes du Très Haut Débit un objectif prioritaire pour ce mandat.

Le développement durable passe par les circuits courts et le développement du bio dans les cantines municipales. Toutes les listes de gauche l'intègrent dans leur programme. « **Avec plus de 800 repas servis chaque jour et un budget d'achat de denrées alimentaires d'environ 170 000 euros en 2013, la ville du Relecq-Kerhuon a beaucoup développé sa politique d'achat de produits bio dans les services de restauration scolaire** », précise le programme de la liste menée par Yohann Nédélec.



Mieux moduler les tarifs municipaux

Les listes de droite ou qui se disent apolitiques, sortantes ou dans l'opposition, ont le même credo : laisser faire, ne pas investir. À l'inverse, les listes de gauche veulent, avec les citoyens, anticiper et préparer le développement de nos communes.



Pour l'intercommunalité

Les socialistes sont largement en avance sur toutes les autres listes en matière de coopération intercommunale. Alors que de nombreuses listes de droite n'évoquent même pas cette dimension dans les documents de cam-

pagne ou, pire, considèrent l'intercommunalité comme un adversaire, les socialistes, en lien avec l'UESR (Union des élus socialistes et républicains) travaillent, depuis le second semestre 2013, sur leurs projets intercommunaux.

« La gauche a toujours été à l'initiative et à l'impulsion de l'intercommunalité », rappelle Bernard Poignant, tête de liste à Quimper. « C'est également la gauche qui a permis d'avancer vers une désignation plus démocratique des conseillers communautaires qui seront ainsi élus en même temps que les conseillers municipaux les 23 et 30 mars prochains. C'est la gauche également, aujourd'hui, qui est en capacité de proposer une vision commune et d'avenir pour notre agglomération, au service des habitant-es de Quimper Communauté ».

Dans le pays de Quimperlé aussi, les socialistes sont aux avant-postes. « Pour la première fois, nous avons même organisé un meeting intercommunal », se félicite Nicolas Morvan, maire sortant de Moëlan-sur-Mer et président de la COCOPAQ. Près de 200 personnes se sont retrouvées dans la salle du Coat Ker à Quimperlé pour cette grande réunion, où sont intervenus tous les élus qui se sont succédés à la présidence de la communauté de communes, depuis sa création.

Dans les communautés de communes où la gauche est minoritaire, les socialistes placent également l'intercommunalité au cœur de leurs programmes. À Châteaulin, la liste menée par Jean-Paul Urien s'engage à rompre l'isolement dans lequel la maire UMP sortante a placé la ville.

« Dans la CCPI (Communauté de communes du pays d'Iroise), en lien avec l'UESR, nous avons également travaillé sur ce sujet et nous sommes arrivés à la conclusion qu'il fallait, dans un souci d'efficacité, mutualiser nos moyens et mettre en place un office de tourisme intercommunal », explique Didier Le Gac, maire sortant et candidat à Lampaul-Plouarzel.

Des élections locales

Les électeurs ne se trompent pas de scrutin : aux Municipales, ils votent en fonction des enjeux locaux. C'est ce qui ressort des enquêtes d'opinion et c'est aussi ce que retiennent les candidats socialistes qui vont à la rencontre des électeurs en porte-à-porte.

Selon une enquête de l'institut LH2, réalisée par internet entre le 24 février et le 3 mars, 70% des électeurs indiquent qu'ils se détermineront en fonction des enjeux locaux. En Bretagne le taux est de 71%.

Comme pour les Primaires citoyennes, les Présidentielle et Législatives, les candidats socialistes vont chaque jour à la rencontre des électeurs en porte-à-porte. Il s'agit pour eux, à la fois, de présenter et d'expliquer leur programme mais aussi d'entendre les commentaires et les propositions des habitants.

« Ici, les électeurs nous parlent de sujets locaux, confirment tous les candidats aux Municipales. L'enjeu,

à Concarneau, c'est d'abord l'emploi et donc le développement du port », explique Gaël Le Meur. **« Ensuite, les électeurs, en réunion publique ou en porte-à-porte, nous parlent du logement et surtout de la possibilité pour les jeunes de se loger à Concarneau alors que les prix sont beaucoup trop élevés. »**

« À Morlaix aussi, la question du logement est prioritaire », confirme



Partout, les socialistes à la rencontre des électeurs

Jean-Paul Vermot. **« Ici, 70% du parc immobilier a été construit avant les années 70. En termes de rénovation énergétique, nous avons un chantier colossal devant nous. D'autant que, pendant six ans, la majorité sortante ne s'est pas du tout engagée dans ce dossier. »**

La fiscalité est aussi un thème important qui revient régulièrement lors des discussions avec les électeurs. **« Les électeurs considèrent, assez généralement, qu'ils payent trop d'impôts mais très rapidement, lorsqu'on en discute, il apparaît une envie de comprendre les mécanismes fiscaux »,** indique Michaël Quernez, tête de liste à Quimperlé. **« Il y a une vraie demande de pédagogie sur ce sujet pour expliquer qui décide et quelles sont les marges de manœuvre des élus. »**

Les électeurs ne tomberont pas dans le piège tendu par l'UMP qui tente de « nationaliser » les élections municipales pour tenter de cacher l'absence de projets de ses listes.

L'invitée de la semaine

Ce que j'ai vu place Maïdan

Laëtitia Gaudin-Le Puil

Photo : Dominique Le Roux

Laëtitia Gaudin-Le Puil, rédactrice indépendante finistérienne, était en Ukraine, à Kiev, pendant la révolution. Elle a vu, place Maïdan, le peuple Ukrainien se rassembler pour renverser le régime corrompu de Viktor Ianoukovytch.

Cap Finistère : Pourquoi étais-tu en Ukraine au mois de février ?

Laëtitia Gaudin-Le Puil : J'ai de la famille en Ukraine et j'ai déjà eu l'occasion de m'y rendre. J'aime l'âme slave. Lorsque j'ai appris que les Ukrainiens occupaient la place Maïdan, j'ai voulu aller voir cette révolution sur place. Je dois préciser que je me suis rendue à Kiev l'esprit tranquille car j'étais persuadée que pendant les Jeux Olympiques d'hiver de Sotchi, il n'y avait rien à craindre. Je me suis rendue seule à Kiev, hébergée chez un couple d'Ukrainiens particulièrement actifs et très bien informés.

Cap Finistère : Qui étaient les manifestants de la place Maïdan ?

Laëtitia Gaudin-Le Puil : La population ukrainienne est composée de 99% de personnes pauvres et de 1% de riches. Les manifestants de la place Maïdan représentaient la grande majorité du peuple : des hommes et des femmes, mais aussi des jeunes et des personnes âgées. J'ai encore en tête l'image de ces grand-mères qui frappaient sur les panneaux de signalisation ou les lampadaires en métal avec des pavés pour appeler les habitants de Kiev à les rejoindre.

Cap Finistère : Pour quelles raisons ont-ils risqué leur vie ?

Laëtitia Gaudin-Le Puil : Au départ, il faut se souvenir que les Ukrainiens sont descendus dans la rue pour dénoncer l'arrêt des négociations entre l'Ukraine et l'Union Européenne. Sous la pression de Poutine, Viktor Ianoukovytch, a fait capoter les discussions à propos d'un accord de partenariat. Il existe un très fort sentiment patriotique en Ukraine, qu'on a du mal à imaginer en France. Fondamentalement, les Ukrainiens sont

descendus dans la rue pour l'instauration d'un État de droit, la naissance d'une société civile et la fin de la corruption.

Cap Finistère :

Comment vois-tu l'évolution de la situation ?

Laëtitia Gaudin-Le Puil : C'est très difficile de répondre à cette question car les choses évoluent très vite. Ce que je peux dire, c'est que les Ukrainiens sont très patriotes. Au point de risquer leur vie pour leur pays. Je sais aussi que les hommes se préparent à être mobilisés et qu'ils rejoindront l'armée, sans états d'âmes. Les nouvelles que je reçois de mes amis ukrainiens sont assez inquiétantes. Ils ne se font aucune illusion à propos de Vladimir Poutine. Ils évoquent, de plus en plus, une possible épuration ethnique contre les Tatars qui pourraient très vite être la cible des Russes et de leurs alliés.



Agenda

23 mars

Premier tour des élections municipales.

24 mars

12h00 : Conseil fédéral à Quimper.

30 mars

Second tour des élections municipales.

25 mai

Élections européennes.

En bref

Bugaled Breizh



À la demande d'Annick Le Loch, les familles des victimes de la *Bugaled Breizh* rencontreront le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, le 26 mars à Paris.

Dix ans après le naufrage toujours inexplicable du chalutier, le 15 janvier 2004, les familles des trois victimes cherchent toujours à savoir quels sous-marins se trouvaient sur zone au moment du naufrage.

Brest métropole

Le 14 mars, à l'unanimité, les élus de Brest métropole océane ont voté une délibération autorisant le président de la communauté urbaine à saisir officiellement l'État pour obtenir, par décret, le statut de métropole à compter du 1^{er} janvier 2015. Auparavant, les huit conseils municipaux de la communauté urbaine avaient également approuvé cette transformation.

Concrètement, Brest fera partie des 14 métropoles françaises, ce qui lui apportera une plus grande visibilité et confortera les grands équipements métropolitains comme l'hôpital, l'université ou l'aéroport.

Ce statut confirme la place de Brest en tant que métropole de la Bretagne occidentale.

Le Pacte d'avenir pour la Bretagne avance

Sur son blog, (<http://www.gweneganbui.fr/>) Gwenegan Bui fait le point sur l'avancement du Pacte d'avenir pour la Bretagne, signé le 13 décembre 2013, à Rennes par le premier ministre, Jean-Marc Ayrault.

« Ce Pacte est entré dans sa phase opérationnelle en vue de répondre rapidement aux urgences sociales et territoriales », annonce le député. Dans le cadre du contrat de plan État-Région, un calendrier déjà établi a permis de différencier la mise en œuvre des mesures d'urgences et les autres mesures qui s'inscriront progressivement dans le contrat. Aussi des mesures viennent déjà concrétiser ce pacte comme, notamment, le renforcement du Plan de sécurisation pour l'emploi de l'entreprise Gad.

Dix chantiers prioritaires du pacte ont été définis. Il s'agit

des mesures d'urgence sociales, territoriales mises en œuvre dans les territoires fortement impactés par les mutations économiques ; de la mise en œuvre de l'agenda social ; du plan agricole et agro-alimentaire ; de la préparation et la négociation des contractualisations européennes et nationales ; de l'accessibilité et du soutien aux dynamiques des territoires ; du développement économique et de la performance des entreprises et des filières ; de l'investissement dans la connaissance ; de la politique intégrée de la mer et du littoral et du soutien aux secteurs de la pêche et de l'aquaculture ; du Pacte de confiance et des simplifications et de l'efficacité administrative.

Révéler l'imposture du FN



Le Parti Socialiste vient de publier un fascicule intitulé « Révéler l'imposture du FN et combattre son projet antirépublicain ». Sous la forme de questions-réponses, ce document met en évidence les mensonges du parti de Marine Le Pen sur des sujets comme l'Euro, le protectionnisme, la fiscalité, l'éducation ou les droits des femmes.

Ce document est en ligne sur www.ps29.org

Environnement et biodiversité

Consciente que la préservation de l'environnement et de la biodiversité passe aussi par la sensibilisation et l'éducation des publics, la Région Bretagne lance de nouveau un appel à projets sur ce thème. Les associations bretonnes à compétences environnementale ou éducative ont jusqu'au 22 avril pour déposer leur dossier, qui devra porter sur l'une des deux thématiques suivantes : la ressource et l'alimentation en eau, et la trame verte et bleue.

La sélection des projets se fera sur la base de plusieurs critères, parmi lesquels : la pertinence du projet, son caractère innovant, l'expérience de l'association en matière de pédagogie à l'environnement et le réalisme budgétaire du projet.

Les associations, dont l'action se développe sur une partie significative du territoire breton, peuvent déposer leur candidature, auprès du Conseil régional de Bretagne, jusqu'au 22 avril 2014.

Plus d'infos sur <http://www.bretagne.fr>

Disparition



Nous avons appris avec tristesse la disparition de Jean Champeau qui fut un militant et un élu breistrois. Élu dans l'équipe de Francis Le Blé en 1977, il fut adjoint aux Sports puis à l'Animation. On lui doit, notamment, les *Jeudis du port*, les *Tréteaux chantants*. Installé dans le Morbihan, il était candidat aux Municipales à Saint-Gildas-de-Ruys.

Nous adressons, à sa famille et ses proches, nos plus sincères condoléances.

Annonces légales & judiciaires

TRANSFERT DE SIÈGE SOCIAL

GEFICO

SAS au capital de 367 500 euros
Siège social : 18, rue Jean Jaurès
29200 BREST
310 186 994 RCS BREST

Aux termes d'une décision du 7 février 2014, le président a décidé de transférer le siège social du 18, rue Jean Jaurès - 29200 BREST au 10/12 quai Armand Considéré - 29200 BREST, à compter du 14 février 2014 et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts de la société.

Pour avis.

TRANSFERT DE SIÈGE SOCIAL

ABO

SAS au capital de 262 500 euros
Siège social : 18, rue Jean Jaurès
29200 BREST
339 899 783 RCS BREST

Aux termes d'une décision du 7 février 2014, le président a décidé de transférer le siège social du 18, rue Jean Jaurès - 29200 BREST au 10/12 quai Armand Considéré - 29200 BREST, à compter du 14 février 2014 et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts de la société.

Pour avis.

Avis est donné de la constitution de l'EURL LINICK au capital de 5 000 euros. **Siège social** : 30, rue Massillon - 29200 BREST. **Objet** : Magasin de fleurs. **Durée** : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de BREST. **Gérante** : Adeline CORFMAT demeurant au 8, rue Louis Le Guen - 29200 BREST, nommée pour une durée indéterminée.

Ce numéro a été imprimé à
4 800 exemplaires

Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1217 P 11428

N° 1041 - Vendredi 21 mars 2014

www.ps29.org - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22 - Fax : 02 98 53 12 20

Directeur de la publication : Marc COATANÉA

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44 - Fax : 02 98 43 64 03

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement

Réabonnement

Abonnement pour un an : 20 euros
Abonnement de soutien : à partir de 25 euros

Chèque à l'ordre de :
Fédération du Finistère
du Parti Socialiste

